

CONTRE TOUTES LES RÉPRESSIONS : ORGANISONS LA RIPOSTE !

Pour continuer leur offensive antisociale, le gouvernement et le patronat cherchent à faire régner le calme, en intensifiant la répression contre ceux qui relèvent la tête. Selon la CGT, ce sont plus de 1000 syndicalistes CGT qui sont sous le coup de procédures disciplinaires ou judiciaires pour leur activité syndicale. Sophie Binet, la secrétaire générale, est elle-même mise en examen pour avoir dénoncé les pratiques de l'entreprise Tefal. Dans le même temps, ceux qui s'opposent au génocide en Palestine et qui dénoncent l'ordre impérialiste sont poursuivis jusqu'en justice pour leurs prises de position.

La jeunesse aussi dans le viseur

La jeunesse n'est pas épargnée par cette vague de répression. Depuis plusieurs mois, le gouvernement et les présidences d'université multiplient les mesures pour faire taire les mobilisations, notamment celles en soutien au peuple palestinien. À Sciences Po, 76 étudiants mobilisés contre la loi Yadan ont été contrôlés, photographiés par la police et menacés d'amendes de 400 euros, dont plusieurs convocations devant des conseils de discipline, pour leur participation aux mobilisations contre le génocide à Gaza. L'occupation étudiante d'avril à Toulouse-Jean-Jaurès a été évacuée par des agents de sécurité privés puis par la police. Des enseignants dénoncent des étudiants frappés et intimidés ainsi qu'un « saut dans le mode de gouvernance autoritaire » des universités.

À Nanterre, la présidente de l'UNEF Nanterre est poursuivie en justice à la suite d'une plainte de la présidence pour une affiche syndicale dénonçant la sélection à l'université. Convocations policières, procès en pleine période d'examens : tout est bon pour tenter de faire taire ceux qui s'organisent.

Sur un autre volet, la répression ne se cantonne pas aux portes de l'université. Après la victoire du PSG, les autorités ont répondu aux rassemblements de jeunes des quartiers populaires par un déploiement policier massif, près de 900 interpellations, déferlement raciste dans les médias : surveillance, intimidation, humiliation et ... éborgnement d'un ado de 13 ans.

S'ils répriment, c'est pour mieux imposer leur politique antisociale

Gouvernement, patronat et présidences d'université cherchent à maintenir l'ordre dans cette société capitaliste. Ils veulent imposer leurs

attaques : dégradations de nos conditions de vie, de travail et d'études sans aucune forme de contestation. Partout, les coupes budgétaires se multiplient, notamment dans l'enseignement supérieur, l'éducation et la santé. Le coût de la vie et le prix de l'essence explose, les services publics sont attaqués et les salaires stagnent ou reculent. Dans les entreprises, les travailleurs sont de plus en plus fliqués par les petits chefs, les cadences s'accroissent et certains croulent sous le travail pendant que le chômage explose et que nous travaillons jusqu'à 64 ans.

Face à ces attaques, ils savent que les mobilisations peuvent faire obstacle à leurs projets. La répression sert donc à décourager les luttes, à isoler les militants et à empêcher l'organisation collective. C'est pourquoi, quand l'Etat s'en prend à un militant pour le faire taire, il vise en réalité à faire pression sur l'ensemble de la population, car gouvernement comme patronat craignent notre capacité à nous mobiliser.

Ils ne nous empêcheront pas de lutter !

Face à eux, nous ne pouvons compter que sur notre solidarité et notre mobilisation collective. Salariés, étudiants, militants associatifs et syndicaux : il faut s'organiser pour en finir avec leurs politiques antisociales et répressives...

C'est le sens de la **manifestation nationale contre la répression**, à l'appel de nombreuses personnalités, organisations politiques et syndicales, qui se tiendra le **20 juin à 15h à Paris**. Elle rassemblera ceux qui sont ciblés de la répression dans les entreprises, les universités, les manifestations et les quartiers afin d'affirmer une exigence simple : ils ne nous empêcheront pas de lutter.

Face à la répression, organisons-nous.
Face à leurs attaques, construisons la riposte.
Le 20 juin, toutes et tous dans la rue !